

## RECONNAISSANCE FACIALE

# "A Nîmes nous sommes prêts"



CHRISTIAN PHILIP

**P**artout, la reconnaissance faciale gagne du terrain. Pour déverrouiller les derniers smartphones, se connecter aux services en ligne de l'État (avec le projet Alicem, actuellement en test), et jusque dans les rues du sud de la France. Pourtant, ces technologies ne sont même pas encore autorisées en France. Prévue au printemps dernier, l'installation à titre expérimental de portail biométrique à l'entrée de deux lycées de Nice et Marseille a ainsi dû être repoussée par la région Sud Paca, dans l'attente d'une décision de la Cnil et d'un recours auprès du tribunal administratif de Marseille. Ce qui n'a pas empêché la municipalité de Nice de réaliser un premier essai grandeur nature pendant le carnaval les 19 et 20 février dernier.

**Délinquant, fugues ou disparitions.** De son côté, Nîmes s'y prépare activement, en attendant un changement législatif, probablement dans le cadre de la loi renseignement, au printemps 2020. "À Nîmes nous sommes prêts : dès que ces logiciels seront autorisés, nous les utiliserons", assure l'adjoint au maire en charge de la Sécurité, Richard Tiberino. Car, au-delà des délinquants, ils sont fort utiles pour retrouver des mineurs en fuite ou encore des personnes atteintes d'Alzheimer disparues." Une démarche qui inquiète certaines associations, comme la Ligue des droits de l'homme et La Quadrature du Net, qui animeront une conférence pour alerter les Nîmois sur le thème "Tous surveillés, libertés en danger", jeudi 3 octobre, à 19h à la Maison du Protestantisme. "Depuis le 16 septembre, nous avons lancé une plateforme collaborative pour recenser les projets de surveillance liberticides partout en France et fédérer les résistances

locales", ajoute le chercheur au CNRS et membre fondateur de la Quadrature du Net, Félix Tréguer. **Émotions, délation et couleurs.** Il faut dire que certains projets mêlant vidéosurveillance, intelligence artificielle et surveillance des réseaux sociaux ont de quoi effrayer, chez nos voisins. "La ville de Nice vient d'abandonner deux projets controversés : un logiciel de reconnaissance des émotions 'anormales' dans les tramways - faute de réseau suffisant -, et une application mobile permettant aux Nîçois de filmer et de dénoncer, en direct, les incidents sur la voie publique", dénonce le président de la Ligue des Droits de l'Homme de Nice, Henri Busquet. Un premier pas vers la vidéosurveillance "intelligente" que Nîmes a déjà franchi, il y a près de 5 ans, en mettant en place un module de reconnaissance des couleurs au sein de son système de vidéosurveillance. "Si on entre 'véhicule rouge se déplaçant du nord au sud', les enregistrements ne montreront que ces images-là, détaille Richard Tiberino. Ce qui facilite grandement les recherches d'un suspect circulant entre les 16 communes de l'agglomération liées à ce dispositif".

**Changement d'échelle.** Les associations redoutent surtout que ces technologies, si elles tombaient entre de mauvaises mains, soient utilisées à des fins de fichage (politique ou autre) ou pour réduire certaines libertés, comme le droit à manifester par exemple. "Ces technologies font actuellement face à un changement d'échelle qui dépasse les autorités de contrôle, prévient Félix Tréguer. Si elles avaient été déployées au début des années 40, la résistance n'aurait jamais tenu ! C'est pour cela qu'il faut se mobiliser aujourd'hui." ✖

Pierre Havez - p.havez@gazettedenimes.fr